

LE PRESIDENT

JOURNAL NAPOLEONTIEN

Bureaux : Grande Rue Mercière, n. 22.

Lyon, 14 Mai 1849.

Aux Soldats.

Il serait superflu, désormais, de vous rappeler aux sentiments du devoir et au respect de la discipline pour vous faire mépriser les appels du socialisme; il serait superflu de discuter le mérite de ses théories abominables, et d'arracher le masque derrière lequel s'abritent les révolutionnaires. Ce masque est tombé de lui-même; ouvrez les yeux, et voyez ce qui se passe; prêtez l'oreille, et écoutez ce que l'on dit; cela suffira.

Chaque jour, dans leurs journaux, dans leurs discours, dans leurs banquets, partout où ils peuvent se faire entendre, ils adressent à l'armée des flatteries et des caresses; ils n'ont pas de termes assez louangeux, pas d'expressions assez mielleuses pour attirer dans leurs filets de pauvres soldats égarés qui se laissent convaincre par les mensonges et les protestations des embaucheurs communistes. A les croire, les démocrates-socialistes sont les seuls amis, les seuls frères du soldat; ce sont eux qui prennent soin de son bien-être, de son avenir; ce sont eux qui doivent lui faire un sort heureux!

Qu'on se le dise!

Nous savions bien que ces hommes, pris d'un si bel amour pour l'armée, étaient les mêmes qui l'avaient chassée de Paris, les mêmes qui avaient assassiné, fusillé et mutilé tant de braves militaires dans les journées de juin; nous savions bien que demain encore, pour satisfaire leurs passions, pour faire triompher leur orgueil, ils tireraient sur la troupe, et déchireraient à belles dents ces mains qu'ils lècheient hypocritement aujourd'hui.

Oui, nous savions cela, mais ce n'est rien auprès de ce qui a lieu aujourd'hui.

Des troupes françaises ont été envoyées à Rome;

elles se sont présentées confiantes dans un accueil qu'on leur avait prêté amical. Mais, au lieu de rencontrer des amis, elles se sont subitement trouvées en face de gens qui, embusqués dans des maisons, abrités derrière des remparts, les fusillaient à l'aise et sans danger. Des soldats, vos camarades, des soldats qui portent le même uniforme que vous, qui ont prêté serment au même drapeau, qui sont nés au même village peut-être, des soldats français enfin, sont tombés morts ou blessés en combatant bravement des ennemis embusqués comme des assassins.

Voilà les faits.

Hé bien! les montagnards, vos prétendus amis, les socialistes, vos frères si tendres, exaltent les hauts faits des Romains. Ils vantent leur courage et leur générosité! MM. Jules Favre et Ledru-Rollin ont l'insolence de lire, à une tribune française, les bulletins triomphants de vos ennemis, des assassins de vos compagnons d'armes! Oui, cette honte s'est vue; des représentants du peuple français ont osé vanter des mercenaires étrangers, et ravalier notre propre drapeau! Oui, chaque jour les journaux rouges félicitent leurs amis de Rome, et ils oublient que ces amis ont répandu le sang français, qu'ils ont mitraillé nos régiments et décimé notre corps d'armée!

Voilà, soldats, ce que sont ces hommes qui rôdent sans cesse autour de vous! voilà de quels sentiments ils sont animés pour la France! voilà ce qu'ils diront de vous si, appelés par le gouvernement à soutenir l'honneur français, vous tombiez sur un champ de bataille! Tandis que la patrie en deuil pleurerait sur ses enfants, tandis que vos mères accablées prieraient Dieu pour leurs fils, tandis que la France voterait des monuments pour vous et des pensions pour vos familles, eux, les socialistes, célébreraient les vertus de vos adversaires, et ils entonneraient en leur honneur des hymnes triomphaux.

Oh! nous le répétons, regardez et écoutez: cela suffira pour vous ramener si vous êtes égarés, cela

suffira pour vous maintenir fermes et unis dans la sainte religion du drapeau, dans le culte sacré de la patrie.

Ils se sont trop pressés de montrer leurs vrais sentiments et de dévoiler leurs projets. Ils parlaient tant et si bien, qu'on aurait pu les croire sincères; ils affichaient un patriotisme si ardent, qu'on aurait pu s'y laisser tromper. Mais désormais l'erreur n'est plus possible, le masque est tombé, et les révolutionnaires sont toujours les ennemis de leur pays comme de la loi, les ennemis de l'armée comme ceux du peuple; ils n'ont toujours qu'un dieu, qu'un intérêt, qu'un amour: l'orgueil et l'ambition!

Nous ne saurions trop appeler l'attention de nos lecteurs et du pays tout entier sur les nobles paroles prononcées par le général Leslo et par M. Tracy à la séance du 11 mai.

La conscience publique, indignée des injures adressées à notre armée et de la guerre déloyale faite à notre gouvernement, voulait être vengée; elle l'a été noblement.

A ces accents généreux sortis d'une âme patriotique, l'Assemblée a été comme saisie d'un enthousiasme involontaire; l'intelligence du cœur a parlé plus haut que les arguties des avocats; la voix du sang français a été plus forte que l'esprit de parti, et l'Assemblée a voté pour la France contre la République romaine.

Le résultat de cette séance, en ramenant la confiance dans les esprits, a prouvé, comme nous le disions hier, que la conspiration attendait, pour éclater, le renversement du ministère. Avant de dresser des barricades, elle voulait désorganiser le pouvoir.

On lit dans le *Journal des Débats*:

... Ce que nous maintenons, c'est que M. Jules Favre et ceux qui ont voté comme lui n'ont pas le droit de se dire trompés; c'est que la majorité qui a voté

FEUILLETON DU PRÉSIDENT.

Les trois cartouches DU GRENADEUR BONTEMPS

PAR AMÉDÉE SELLIER.

III.

La ferme des Croisettes.

Cependant le brave soldat aurait bien voulu abréger un peu, non pas les fatigues, mais les souvenirs du chemin. A chaque ville, à chaque village, à chaque hameau, il trouvait des traces du passage de l'ennemi, et le sang français était en quelque sorte figé sur les pierres de chaque clocher, sur les murs de chaque cimetière.

Tout, dans cette mémorable campagne, avait été champ de bataille; une lutte acharnée entre des armées nombreuses et une poignée de soldats qui semblaient braver la mort plutôt que l'ennemi et se multiplier au milieu des périls, avait jonché le sol, sur un développement de quatre-vingts lieues carrées, d'armes, de canons, de ruines et de cadavres.

L'atmosphère était encore imprégnée de l'odeur de la poudre et de l'odeur du carnage, et sur ces plaines jadis si fécondes et si surchargées d'épis et de fleurs, on voyait encore les profondes empreintes des roues des canons et des sabots des chevaux, les traînées de sang des ambulances... et çà et là, des boulets, morts à leur tour, après avoir, faux rugissant et terrible, moissonné des hommes dans ces mêmes guérets où l'on n'avait jusque-là moissonné que des épis.

Le sergent de la garde s'arrêtait souvent sur la route pour contempler les dernières convulsions de cette guerre, où les géants succombèrent sous les efforts des nains.

Appuyé sur son fusil, immobile, Bontemps regardait ces débris d'hommes et de villes avec une douloureuse attention. Les villageois, qui de loin apercevaient aussi cette noble et martiale figure, bronzée depuis quinze ans par le soleil des batailles, étaient tentés de prendre le grenadier pour une sentinelle que, dans leur marche vers Paris, les corps des maréchaux Mortier et Marmont avaient oublié de faire relever.

D'autres, plus enclins à la superstition, pouvaient prendre ce soldat en grande tenue de vieille garde, pour un fantôme venant défendre les mânes de ceux qui avaient péri pour la délivrance de la France.

Pour les uns, cette apparition était une page d'histoire contemporaine; pour les autres, c'était une ballade pleine de poésie funèbre, car elle représentait dans la personne d'un seul soldat l'agonie de la France et le trépas de son armée.

Ce spectre qui apparut à Brutus sur le champ de bataille de Philippes n'était peut-être en réalité qu'un vieux soldat de Pompée échappé à la bataille de Pharsale.

Un soir, par un temps magnifique, par un de ces ciels tout parsemés d'étoiles et de nuages blancs comme les voiles d'une mariée, par une de ces lunes resplendissantes qui semblent darder leurs rayons lumineux sur la terre pour annoncer les heures de l'amour, des voluptueux entretiens et des méditations contemplatives; par un de ces zéphirs de printemps qui paraissent s'échapper de l'horizon tout chargé de sylphes et de farfadets, le grenadier Bontemps heurta à la porte d'une ferme.

C'était à quelque distance du village de Fère Champenoise, qui avait vu une petite portion de l'armée française commandée par les maréchaux Marmont et Mortier, livrer son dernier combat contre toutes les forces réunies des armées russe et prussienne, avant de se replier sur Paris.

L'aspect de cette ferme avait quelque chose de lugubre: des boulets, des milliers de balles incrustés

l'expédition d'Italie savait très bien ce qu'elle faisait; qu'elle savait parfaitement bien que nos troupes n'allaient pas à Rome pour y soutenir une République que le gouvernement avait déclaré ne pas reconnaître.

Aujourd'hui que l'expédition n'a pas eu les suites immédiates qu'on en attendait, ils trouvent plus commode de la désavouer et de faire les innocents. C'est tout simplement de la comédie. M. Jules Favre et ses amis, il y a quinze jours, votaient un succès qui paraissait certain. Il y a eu autre chose qu'un succès; et maintenant ils lèvent les bras au ciel et crient à l'impunité! Quand les Autrichiens seront à Rome, tous ceux qui crient si fort aujourd'hui seront peut-être bien heureux d'apprendre qu'il s'y trouve aussi des Français.

On peut être sans inquiétude sur les complots qui se trament à Paris. Le gouvernement sait tout ce qui se fait, et sa vigilance met en défaut tous les fauteurs de guerre civile. Tout ce qui serait tenté par les chefs désespérés de l'anarchie, serait à l'instant réprimé. Ils le savent, et ils ne bougeront pas.

Les départements peuvent donc se livrer, sans préoccupation aucune, à l'œuvre si grave des élections. Ils sont dans des conditions d'ordre beaucoup meilleures que la capitale, et si rien ne bouge ici, personne ne bougera hors de Paris.

Ces dernières journées ont été mauvaises, agitées, anxieuses; le premier vote de la chambre pouvait faire craindre d'autres tentatives plus graves, qui auraient servi de prétexte à des troubles de rues. Ces éventualités avaient été prévues par le gouvernement et conjurées pour les départements comme pour Paris. Nous croyons savoir que le ministre de l'intérieur, dont la surveillance et la fermeté ne sommeillent pas un instant, avait prévenu confidentiellement les préfets des dangers qui pourraient survenir, en les avertissant, en même temps, des mesures qu'ils auraient à prendre pour garantir leurs départements contre toute tentative de perturbation.

Ces précautions auront été inutiles, nous l'espérons, mais elles attestent, une fois de plus, que la France a remis, dans de bonnes mains, la garde de ses intérêts, de son bien-être et de son honneur.

Le parti écarlate, la faction gros rouge, le socialisme et la dynastie machiavélique sont immobiles de stupeur; le résultat de la séance d'hier les écrase. Ils voient leurs projets éventés, rendus impossibles. Ces grands patriotes qui contemplaient d'un œil sec la dépouille de l'infortuné général de Bréa, si traitreusement assassiné par les héros des barricades, applaudissent au courage de ceux qui ont trahi et assassiné nos soldats à Rome; ils veulent trainer aux gémonies le brave général Changarnier. Vains efforts! Ils sont couverts de honte, et l'armée, si hautement honorée par le président de la République, si noblement vengée par la chaleureuse indignation du ministre de la marine et du général Lefl, ne voit plus dans ces hypocrites détracteurs que l'opprobre de la France.

On nous annonce que les affaires du Piémont sont complètement arrangées. L'Autriche, pressée d'en finir, a considérablement réduit sa demande de contributions de guerre, et les préliminaires de la paix ont été signés. Alexandrie sera évacuée par les Autrichiens.

Les nouvelles d'Allemagne sont sinistres. La question est posée entre le pouvoir et le peuple de telle façon que la royauté ou la liberté restera sur le champ de bataille.

L'Assemblée de Francfort sauve les gouvernements parce qu'elle refuse de donner à l'insurrection le caractère régulier, parce qu'elle s'abstient de lui imprimer un mouvement d'unité irrésistible.

A Düsseldorf et à Elberfeld, le sang a coulé. Des maisons ont été incendiées; la troupe a dû reculer à Elberfeld, devant les efforts réunis de la landwehr et du peuple. Dans toutes ces rencontres, la troupe obéit aux ordres de ses chefs. Mais qu'advient-il le jour où l'Assemblée de Francfort se rangerait du côté de l'insurrection?

On conteste à l'Assemblée de Francfort la mission qu'elle s'est donnée. Est-il loyal de le faire après que la mission a été remplie? Il fallait la contester auparavant.

Un désaccord est sur le point d'éclater entre le ministère du pouvoir central et M. Schmerling.

ITALIE.

Turin, 11 mai.

Hier le général commandant la division s'est rendu de grand matin à la citadelle où il était appelé par Ramorino, qui avait demandé à faire d'importantes révélations. Ils se sont longuement entretenus, mais il n'a rien transpiré dans le public sur la nature de la conversation qui a eu lieu.

Le ministère public près la cour de cassation, a conclu au rejet du recours de Ramorino.

Les dernières nouvelles de Florence sont du 8 mai. Les Autrichiens n'y sont pas entrés; ils se sont dirigés sur Livourne par Pise et par Lucques; malgré le mauvais vouloir de quelques émigrés, les portes de Livourne s'ouvriront à la première sommation.

Le 5 mai, une affaire a eu lieu entre l'avant-garde napolitaine et deux corps romains commandés par Galletti et Garibaldi; les Napolitains auraient été battus, ils auraient perdu 2 canons et 120 prisonniers. Cela, bien entendu, suivant les journaux italiens.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Le 6, la plus grande incertitude régnait à Rome sur la position de Garibaldi, et ces beaux succès annoncés la veille contre les Napolitains, se changeaient en un échec.

Il n'était, à cette date, nullement question des Français.

Quelques étudiants appartenant aux écoles de droit et de médecine ont essayé hier au soir une manifestation sur la place de l'Odéon, à la fin du spectacle. Une centaine de ces jeunes gens se sont réunis autour de l'arbre de la liberté où ils ont récité un discours et crié: *A bas les ministres!* Un d'eux a même crié: *A bas Guizot!*

Nous invitons les bons Français qui défendent les révolutionnaires italiens, à lire la lettre de Mazzini, qu'insère un journal de Marseille. Est-il assez d'implications contre les alliés d'un homme qui annonce comme une bonne nouvelle que les cadavres de nos soldats couvrent la campagne de Rome!

Oui, quelles que soient les opinions qui nous divisent, restons Français pour les nobles travaux de nos soldats sous le drapeau de la patrie.

Quant aux fanfaronnades de Mazzini et de ses amis, nous savons leur valeur personnelle: il y a longtemps que nous connaissons le courage italien, et spécialement celui de MM. Mazzini, de Garibaldi et Galetti; il y a bien longtemps qu'ils fuient.

Si nous en croyons même une correspondance que nous avons sous les yeux, c'est à un piège infâme qu'ont été pris nos braves soldats. On les a tout-à-fait attirés dans un guet-apens digne du courage italien.

Maintenant, que les rouges tendent la main à ces traîtres qui ont déshonoré le drapeau des peuples civilisés. (Assemblée Nationale.)

La commission chargée d'examiner la proposition de MM. P. Leroux et St-Romme, relatives au droit de réunion en général et spécialement au droit de réunion en matière électorale, a terminé son travail. On a distribué à l'Assemblée le rapport fait au nom de la commission par M. Aylies. La commission propose de décréter la résolution suivante:

« L'Assemblée est d'avis qu'il n'y a lieu de donner suite à la motion d'urgence sur la proposition de MM. Pierre Leroux et Saint-Romme.

Hier, vers deux heures de l'après-midi, le général Changarnier a visité les troupes baraquées à l'esplanade des Invalides, ainsi que les régiments de cavalerie et d'infanterie casernés à l'Ecole militaire. A son retour il a suivi la rue de l'Université, la rue de Bourgogne, la place de la Concorde et la rue de Rivoli. Partout sur son passage il a été salué par de vives acclamations, soit de la part des soldats, soit de la part du peuple.

La situation de Paris est devenue tout-à-coup parfaite de calme et de sécurité. La confiance reparait, les craintes qui, hier, attristaient la population, ont disparu pour le moment. L'ovation militaire et populaire dont le général Changarnier a été l'objet pendant sa revue, et, après, les admirables paroles de M. Odilon Barrot, le vote de l'Assemblée, le découragement de la gauche et de la Montagne ont électrisé Paris. Hier les soldats criaient: Vive le général Changarnier! le peuple en blouse lui-même criait: Vive le général! vive l'énergie! Ces cris intelligents ont retenti au cœur de Paris, et partout on se répète: Vive l'énergie! Pas de faiblesse devant l'anarchie qui a peur quand on l'attaque de front. On voit partout une expression de sécurité et de confiance, et il ne reste des agitations et des terreurs d'hier qu'une plus grande aversion contre les socialistes et les hommes de la Montagne. Les interprétations d'aujourd'hui n'y font rien. On sait que les sections ont eu peur, que la guerre civile a donné sa démission, grâce au sentiment exprimé par le vœu populaire: Vive l'énergie!

dans ses portes, dans ses murs, et jusqu'au vif de l'écorce des arbres qui ombrageaient ses granges et ses pré-soirs, prouvait que cette métairie avait été le théâtre d'une lutte acharnée.

— Allons, fit le sergent, voilà encore un endroit où les camarades ont brûlé crânement des amorces... et dire que je n'étais pas là!

Un paysan vint lui ouvrir la porte. Le grenadier lui présenta son billet de logement.

Le maître de la ferme, car c'était le métayer en personne, prit le billet; et après l'avoir lu en regardant le soldat avec une sorte de respect:

— Monsieur, le maire ne pouvait pas plus mal vous adresser qu'ici. Il y a deux mois encore, si vous étiez venu dans cette ferme, je vous aurais reçu comme vous méritez de l'être; mais, vous le voyez, tout est dévasté, brûlé; j'ai tout perdu, et c'est à peine s'il reste à ma femme et à mes enfants un morceau de pain jusqu'au moment où l'on nous chassera de cette métairie.

— Bonhomme, répliqua le grenadier à qui la figure du laboureur plaisait, je ne veux point vous être à charge et je ne réclame qu'un abri pour la nuit. Si le maire a cru vous jouer un tour et à moi aussi en m'envoyant chez vous, il se sera trompé, car j'aime les braves gens et vous me paraissez un digne homme. Le fermier s'inclina tristement.

— J'ai l'orgueil de croire que vous ne vous trompez pas, monsieur, reprit le fermier, et puisque vous n'exigez que le logement, je puis vous recevoir, mais pourtant...

— Mais pourtant? fit le grenadier.

— Mais pourtant, je ne puis pas même vous donner un lit, les cosaques ont fait leur dernier feu de bivouac avec ma huche et ma couchette... Nous dormons, ma femme et moi, sur des planches, et nous ne possédons plus qu'un matelas que nous réservons à nos cinq enfants dont le plus jeune est malade.... Au surplus, nous vous donnerons ce matelas.

— Y pensez-vous? interrompit le grenadier, en faisant résonner la crosse de son fusil sur les dalles de la cour, un vieux dur à cuire comme moi irait priver de leur couche de pauvres petites créatures qui ont à peine entrevu le soleil du bon Dieu? Que le diable m'emporte mille fois si j'accepte votre matelas. Une botte de paille, un lambeau de quoi que ce soit pour me couvrir, voilà tout ce qu'il me faut. Je ne suis pas ici à Erfurt ni à la caserne du quai Bonaparte, où nous avions besoin d'une échelle pour monter sur nos lits. Il n'y a plus de garde, il n'y a plus de France! Il n'y a plus que des Français malheureux qui doivent s'aider et se secourir entre eux, comme dit mon chirurgien-major, qui prétend pourtant, lui, qu'il y a toujours une France.

— Sur ce pied-là, monsieur, dit alors le villageois, nous allons être tous à notre aise, quoiqu'à vrai dire il me coûte beaucoup d'offrir une aussi mauvaise hospitalité à un homme tel que vous.

Et le paysan désignait la croix et les galons du sergent.

— A un homme tel que moi! Eh! mais, mon brave homme, je suis comme vous un paysan, dont la peau a été tannée par les chaleurs de l'Egypte et de la Syrie, par les neiges et les glaces de la Russie. J'ai manœuvré le coutre de la charrue avant de manœuvrer le fusil... Et peut-être bien, ajouta le sergent avec un gros soupir, serai-je forcé de reprendre mon premier métier, si le Père éternel ne m'appelle pas à lui un de ces quatre matins.

— Ah! monsieur, interjeta le paysan.

— Et où sera le mal? Un laboureur est aussi un soldat, et je ne dérogerai pas en me mettant à caresser la terre avec un pic ou un soc. J'attacherai ma croix à ma charrue, et cette vue là me rappellera sans cesse que je dois désormais mes sueurs à la terre qui me nourrira, comme j'ai dû mon sang à ma patrie, qui m'avait confié des armes pour sa défense et pour sa gloire.

(La suite au prochain numéro.)

Chronique parisienne.

Le gouvernement a envoyé, ce matin, à la naissance du jour, des dépêches télégraphiques dans les départements, annonçant le vote important qui a eu lieu hier vendredi. Ordre a été donné aux préfets de faire afficher avant les élections ces dépêches dans toute l'étendue de leur département.

— M. le général de brigade Forest, qui est, comme on sait, un des meilleurs généraux de l'armée d'Afrique, vient d'être nommé commandeur de la Légion-d'Honneur.

— Nous tenons de source certaine que M. le général Changarnier a voulu donner sa démission qui a été refusée à l'unanimité par le conseil des ministres.

— Nous apprenons que des comités s'organisent dans plusieurs légions de la garde nationale parisienne, pour signer une adresse à l'armée du général Oudinot, remplie des mêmes sentiments que ceux qu'expriment la liste du président de la République.

— M. de Ludre, notre ministre plénipotentiaire près la cour de Berlin, a été reçu le 9 mai, par le roi de Prusse, en audience particulière, et il a été admis à remettre les lettres qui l'accréditent en cette qualité.

— M. Brunou, envoyé extraordinaire du gouvernement russe en Angleterre, vient d'arriver à Paris, se rendant à Constantinople. Cette circonstance, après l'échec du général Grabbe auprès du divan, donne matière à de nombreuses conjectures.

— Un agent supérieur de la police américaine vient d'arriver à Paris. Sa mission se rapporte au vol des diamants appartenant au gouvernement de l'Union qui a été fait à New-York. On pense qu'une partie de ces diamants a été apportée en Europe pour y être vendue.

— L'Assemblée générale du conseil d'Etat, procédant conformément aux dispositions de l'article 89 de la Constitution et de l'art. 64 de la loi du 3 mars 1849, a, dans sa séance du 9 mai 1849, désigné comme membres du tribunal des conflits : MM. Boulaignier, Meillard, Macarel, Marchand.

— Le *National* a remplacé aujourd'hui, sur sa liste de candidats à la députation de Paris, M. Duccoux et M. Perrée, par M. Jules Favre et le sergent Boichot.

Il résulte de cette modification que M. le général Cavaignac et M. le général de Lamoricière, tous deux sans doute vigoureux partisans de la discipline dans l'armée, se trouvent accolés au sergent Boichot, porté par les socialistes comme le symbole de la désorganisation de cette même discipline.

— On lit dans un journal :

Le sergent-major Boichot, enfermé en ce moment à Vincennes, par suite de sa candidature socialiste, commence à sentir la gravité de sa faute et à comprendre qu'il a été dupe de machinations perverses. Quand on lui demande des explications précises sur ses relations avec les rouges, il répond avec une sorte de regret que le serment qu'il a prêté l'empêche seul de révéler ce qu'il sait. Du reste, les demi-mois qui lui échappent laissent assez deviner qu'il a été le jouet et l'instrument de quelques sommités montagnardes, aux séductions desquelles il se reproche maintenant d'avoir cédé.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Suite et fin de la séance du 11 mai.

M. Jules Favre se livre à une violente philippique contre le ministère et donne lecture de pièces qui représentent les faits et la situation de l'armée sous un jour odieux et peu honorable pour le drapeau français. L'orateur propose la résolution suivante :

« L'Assemblée considérant que le cabinet n'a pas suivi ses intentions, déclare que le ministère a perdu sa confiance. »

M. de Tracy, ministre de la marine, s'indigne en entendant lire froidement le récit d'un homme qui a dû diriger sur nos soldats le feu de l'ennemi. J'avais bien compris, dit-il, que des soldats français tombés aux mains de l'ennemi offraient de servir dans ses rangs, et c'est cette allégation qui a excité mon indignation, car je dis que cela n'est pas possible, que cela n'est pas vrai. (Bruit.)

Au sein de l'armée règne la religion du drapeau, la religion de la patrie : c'est la loi de la fidélité à son pays ; gardons-nous de porter atteinte à ce sentiment, gardons-nous d'introduire dans notre brave et incorruptible armée un germe de corruption. (Très-bien ! très-bien !)

Il est temps que nous sortions de la situation qui nous est faite. Je ne sais si un acte d'accusation a été déposé sur le bureau de M. le président ; s'il en est ainsi, je demande que cet acte d'accusation soit pris en considéra-

tion et que l'Assemblée l'examine dans ses bureaux ; je ne veux pas, pour mon compte, rester plus longtemps sous le coup des attaques qui sont chaque jour dirigées contre le cabinet. (Très-bien ! très-bien ! — Agitation prolongée.)

M. LE GÉNÉRAL LEFLO : Je proteste de toute la force de mon âme contre la lecture de semblables documents à la tribune. Je le dis avec une amère douleur, le sentiment de l'honneur français n'est pas assez compris ici. (Violente interruption à l'extrême gauche.) J'adhère aux nobles et patriotiques paroles de M. le ministre de la marine. (Approbation.)

Je repousse avec indignation les accusations calomnieuses des correspondances qu'on vient de vous lire. Vous avez injurié l'armée en la chassant de Paris, elle a répondu en juin en sauvant Paris (vive approbation) et la société. (Acclamations.) C'est trop de vouloir encore la flétrir par un mensonge. Vous avez dit hier qu'un drapeau français était tombé au pouvoir de l'ennemi, tandis que vous saviez bien le contraire.

M. Ledru-Rollin se lève vivement et interpelle l'orateur. Est-ce un démenti que vous voulez me donner ?

M. LEFLO : Vous auriez dû penser que c'était impossible. (Vives acclamations.) Tous les soldats du régiment se seraient fait tuer plutôt que de laisser tomber leur drapeau entre les mains des ennemis. Je ne suis pas citoyen romain ; je me contente de l'honneur d'être citoyen français. (Approbation à droite. — Mouvement à gauche.)

J'ai servi pendant vingt ans mon pays sur les champs de bataille ; et j'ai le droit de sentir ces outrages faits à l'armée. Au nom de mes camarades, je proteste contre.

Au moment où M. le général Leflo descend de la tribune, il est entouré et félicité par plusieurs représentants.

La droite tout entière applaudit avec enthousiasme. Les applaudissements partent de toutes les tribunes. Ces applaudissements se renouvellent lorsque M. Leflo, retourné à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.

M. Dupont (de Bussac) s'étonne du spectacle dont il vient d'être témoin. Il proteste contre la prétention que pourraient affecter les hommes qui portent des épaulettes du monopole du patriotisme. Sous la Convention, dit-il, ce n'étaient pas les militaires seuls qui montraient le chemin de la victoire.

Une voix : Elle montrait celui de la guillotine !

La proposition de M. Jules Favre est rejetée par 529 voix contre 292.

L'Assemblée décide, à une immense majorité, qu'elle ne renverra pas dans les bureaux la proposition tendant à poursuivre le général prétendument coupable de désobéissance à l'article 6 du décret du 11 mai 1848.

La proposition tendant à décréter d'accusation le président de la République et ses ministres, est rejetée au scrutin de division par 588 voix contre 158.

La séance est levée.

Séance du 12 mai.

Présidence de M. CORBON, vice-président.

L'Assemblée adopte sans discussion un projet de loi relatif à un report sur l'exercice 1849, d'une portion de crédit non employée en 1848, pour subvenir aux dépenses d'appropriation et d'ameublement d'un conservatoire anatomique à la faculté de médecine de Montpellier.

Il est voté au scrutin sur ce projet de loi, comme ouvrant un crédit.

Le scrutin donne le résultat suivant :

Nombre des votants,	503
Pour l'adoption,	498
Contre,	5

M. le président informe les représentants qu'ils pourront voter demain au palais de l'Assemblée pour la nomination des membres de la législative. Les choses se passeront, dit-il, comme pour la nomination du président de la République.

Elle adopte également, sans discussion, un autre projet de loi relatif au report, sur l'exercice 1849, d'une portion non employée de crédit ouvert en 1848, pour dépenses de l'exposition nationale des produits de l'industrie.

Le scrutin donne le résultat suivant :

Nombre des votants,	513
Pour l'adoption,	511
Contre,	4

M. LE PRÉSIDENT : M. Flocon a la parole pour des interpellations. (Oh ! oh !)

M. FLOCON : Citoyens, je viens interpellier M. le ministre des affaires étrangères sur les événements qui s'accomplissent en Hongrie. Je demande quelle part le gouvernement français a pris dans les événements de l'Allemagne ? Quel rôle a-t-il joué ? quel rôle entend-il jouer ? 30,000 Russes sont attendus à Presbourg ; 40,000 sont à Ducla ; 100,000 sont en Transylvanie. Les nouvelles, en outre, arrivées à Paris ce matin, annoncent que l'empereur de Russie est attendu à Ollmütz.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Aussitôt que le gouvernement français a été instruit de l'intervention des armées russes en Allemagne, il s'est empressé d'en écrire à Saint-Petersbourg, à Londres, à Berlin, à Vienne. Le fait lui paraît regrettable. Nous tâcherons d'y parer par les voies diplomatiques ; si elles étaient insuffisantes, nous viendrions en référer à l'Assemblée. (Très bien !)

M. FLOCON : La réponse du ministre peut paraître suffisante à l'Assemblée. Mais, pour ma part, je déclare

qu'elle ne me paraît pas suffisante... (oh ! j'ai peu de confiance dans les ministres. (On depuis les affaires d'Italie.)

Je demande donc que les pièces et document relatifs aux affaires d'Allemagne soient déposés, et envoyés, pour examen, au comité des affaires étrangères. (Oh ! oh !)

M. LE PRÉSIDENT : J'invite M. Flocon à vouloir bien formuler sa proposition par écrit ; en attendant, nous reprenons la délibération sur le budget de la guerre, qui est à l'ordre du jour.

La chambre en est restée au chapitre 24, intitulé matériel du génie (intérieur). Crédit demandé 23 millions, la Commission propose une réduction de 7 millions.

M. le Commissaire du gouvernement combat plusieurs des réductions, qui se reportent à 10 ou 12 articles du chapitre 24.

M. Guérin, rapporteur, renonce à quelques unes des réductions débattues, il maintient les autres. Ainsi, sur l'art. 5, (fortifications des places autres que Paris) l'état de nos finances exige que ces travaux soient ralentis. La Commission persiste sur cet article, dans une réduction de 700,000 fr. (Aux voix.) La réduction est rejetée.

Art. 6. Travaux pour les bâtiments militaires.

M. LE RAPPEUR : Il y a un tel luxe dans le système adopté aujourd'hui pour les écuries que la dépense de construction, estimée autrefois à raison de 550 fr. par cheval, ne saurait être évaluée à moins de 1,400 fr. maintenant. La dépense d'entretien n'a pas augmenté dans une moindre proportion.

S'il est vrai, comme nous le pensons, que la mortalité des chevaux n'ait pas sensiblement diminué, il est encore temps d'apporter d'utiles modifications aux projets en cours d'exécution. Nous insistons donc formellement pour que l'on ne commence en 1849 aucun corps de bâtiment nouveau.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT : Il y a exagération dans la dépense qu'on vient de présenter ; mais il est très vrai que les dépenses se sont accrues, pour parer aux inconvénients de la mortalité. Le gouvernement consent à une réduction de 3,700,000 sur l'article.

M. Mortimer Ternaux appuie les observations du rapporteur. Il maintient la réduction de 4,168,000 fr. proposée par la Commission sur l'art. 6 (aux voix). La réduction de 4,168,000 fr. est rejetée. La réduction consentie par le commissaire du gouvernement est seule adoptée. Le chapitre 24 est définitivement adopté avec une réduction de 3,720,000 fr.

La séance continue.

Nouvelles de Lyon.

Les élections se sont accomplies hier au milieu du plus grand calme. On a remarqué un grand empressement chez les électeurs, ce qui est d'un bon augure pour l'avenir.

Nulle part l'ordre n'a été troublé un seul instant, et l'on ne nous a signalé jusqu'à présent aucun incident pénible.

Il y a eu toutefois, au Palais-de-Justice, un moment d'émotion causée par l'arrestation d'un étranger, qui a été condamné six fois pour vol, et qui, malgré cela, indûment porté sur la liste électorale, allait voter, au moment où M. Villeneuve, commissaire de police, l'a arrêté.

Comme cela arrive malheureusement toujours, quelques personnes présentes ont pris fait et cause pour l'individu arrêté contre le magistrat. Mais M. Villeneuve, avec une fermeté qu'on ne saurait trop louer, a maintenu le droit de la loi, et a appris à ces citoyens, si zélés à l'attaquer, que le premier devoir d'un républicain est de la respecter avant tout.

Le soir, les boîtes renfermant les votes ont été scellées et emportées à la Mairie où on les a soigneusement gardées durant toute la nuit.

Ce matin, les scrutateurs, escortés d'un piquet de la ligne, les ont rapportées dans chaque section où l'on continue de voter aujourd'hui.

— La nuit dernière, vers minuit, rue Bourbon, au coin de la rue Ste-Hélène, deux individus se placent tout-à-coup devant un jeune homme et lui demandent s'il a voté. — Oui, répond négligemment le passant. — Et pour qui avez-vous voté ? pour la b'anche ou la rouge ? — Je n'ai aucune explication à vous donner là-dessus... bonsoir. — Ah ! tu es un aristocrate... et voilà !

Mais ces hommes, ivres ou malfaiteurs, en interpellant si pacifiquement un citoyen, ne s'attendaient pas à rencontrer en lui un de ces Rodolphes si bien peints par Eugène Sue. Après avoir reçu ce que la science de la savate nomme « une raclée », ils ont pris la fuite, sachant fort bien que s'ils appelaient la garde, elle eût fait toute autre chose que de les délivrer.

— La comédie du pont Morand s'est jouée sur d'autres parties de la ville ; dans plusieurs quartiers de Lyon, des tables étaient établies sur la voie publique, et des individus invitaient les passants à donner leur signature pour la mise en accusation du président de la République et de son ministère.

— La nouvelle que nous avons donnée de la mort du capitaine d'artillerie Fabar, aide-de-camp du général Oudinot, et précédemment attaché à l'état-major du général Bugeaud, n'est, hélas! que trop vraie. Des lettres particulières arrivées à Lyon, disent qu'atteint d'une balle à la tête, il aurait expiré sur-le-champ.

— Hier, à sept heures, la place des Terreaux offrait l'aspect le plus animé. De nombreux citoyens s'étaient arrêtés pour regarder passer les urnes électorales. De toutes les issues qui aboutissent à l'Hôtel-de-Ville, on voyait arriver, tambour ou clairon en tête, nos braves soldats, entourant les scrutateurs et les votes du suffrage universel. Bon nombre de personnes se découvraient.... Plusieurs cris de « vive la République! » se sont fait entendre également.

— Le parti démocratique se plaint sans cesse que les autres partis le calomnient et le diffament. Nous lui demanderons aujourd'hui comment il se trouve que, parmi lui, des gens, par pure forfanterie assurément, tiennent des propos d'une nature telle, que tous les honnêtes citoyens se refuseront à les croire. Ainsi, l'un de ces hommes, se posant en *démo* et *soc*, disait hier, à qui voulait l'entendre, que la société des *Droits-de-l'Homme* avait fait distribuer des listes, qui devaient, après avoir été rentermées six ou sept heures dans l'urne, à l'aide d'un procédé chimique, se *dédoubler* et former *six* listes au lieu d'une.

Pour notre compte, nous nous refusons à croire à des manœuvres aussi frauduleuses que criminelles.

— Hier matin, à cinq heures et demie, un enfant mort-né a été trouvé dans le corridor de la maison située quai St-Autoine, 43, et porté de suite à l'Hôtel-Dieu, où il a été visité par un médecin qui n'a reconnu ni crime ni délit, mais bien le résultat d'un avortement fortuit; quant à la mère, toutes les recherches de la police n'ont pu, jusqu'à présent, la faire découvrir.

NOUVELLES ETRANGERES.

FRANCFORT, 8 mai. — Le mouvement démocratique se propage; le peuple allemand est à l'unisson avec les représentants de Francfort. Tandis que là on provoque, ailleurs on agit. A Elberfeld, un comité, représentant la landwehr de la ville et des environs, a déclaré que l'on ne répondrait pas à l'appel du roi, la patrie n'étant pas en danger. A Crevel, on s'est mis à la disposition de l'Assemblée de Francfort, et l'on a refusé d'obéir au commandant de la landwehr. A Cassel, l'association nationale a lancé un manifeste pour appeler tous les patriotes à la défense de la Constitution allemande. A Hanovre, la garde communale, moins deux compagnies, a refusé de rester neutre, et s'est prononcée pour Francfort. A Leipzig, le 7, la garde communale était engagée. La grande foire a dû être fermée, et les membres du gouvernement provisoire ont été mis en accusation. A Dresde, le combat le plus acharné continuait encore à la date du 8. Dans certaines rues, les maisons étaient transpercées afin de faciliter la retraite des insurgés qui les occupent. L'ancienne salle de l'opéra a été livrée aux flammes. L'hôtel de Saxe et plusieurs autres maisons ont été canonnés. Les troupes sont en possession de la nouvelle ville. Le terrorisme le plus effrayant règne dans l'ancienne ville qui est occupée par les insurgés. Le mouvement a un caractère tout-à-fait républicain. La plupart des chefs portent le bonnet et la cravate rouges. Bautzen, Goerlitz, Loebau et d'autres villes ont reconnu le gouvernement provisoire. A Breslau, un mouvement républicain a eu lieu, 6,000 démocrates se sont rendus à l'Hôtel-de-Ville, drapeau rouge en tête. La république a été proclamée; des barricades ont été élevées, mais le mouvement a été étouffé par la troupe.

Des troubles ont, dit-on, éclaté à Darmstadt. Landau a été déclaré en état de siège le 5 avril. Le 9^e régiment a, dit-on, refusé d'obéir aux ordres du gouvernement. Le ministère prussien vient de faire paraître une déclaration qui accuse l'Assemblée nationale de manquer à son mandat et qui lui conteste le droit de donner la sanction définitive à la Constitution qu'elle a votée. De cette déclaration à une mesure hostile contre cette assemblée, il n'y a qu'un pas à franchir. Les députés de la province rhénane, réunis dans un congrès, à Cologne, se sont prononcés pour l'Assemblée de Francfort. A Elberfeld, la police ayant arraché des affiches contenant un appel au peuple, pour l'engager à soutenir la landwehr dans son refus de se réunir, de même qu'une proclamation de la landwehr contre le roi et les ministres,

le peuple l'attaqua et la contraignit à les afficher de nouveau. Un conflit eut lieu entre la troupe et le peuple; un grand nombre de personnes furent blessées. La landwehr est en arme, attendant l'arrivée de troupes que l'on fait marcher sur Elberfeld. Si la troupe arrive et combat la landwehr, Dieu seul sait où cela s'arrêtera.

Dans la réunion des députés des conseils communaux de la province rhénane, qui a eu lieu à Cologne, et dont nous avons parlé plus haut, plus de trois cents villes étaient représentées.

— On mande de Berlin, à la date du 8, que Heintzele, le commandant en chef de l'insurrection à Dresde, a été fait prisonnier. Au départ du courrier de Dresde, le ministre de la guerre l'interrogeait. On espérait se rendre maître de la ville vers le soir.

Le conseil communal de Manheim et la commission des bourgeois de cette ville, ont résolu de protester contre toute concentration de troupes sans l'autorisation du pouvoir central. Ils désirent que les troupes dirigées sur le Palatinat bavarois soient arrêtées dans leur marche par tous les moyens praticables. Ils font cette demande au grand-duc de Bade, ajoutant qu'il doit s'opposer au passage des troupes bavauroises sans ordre du pouvoir central. Ils invitent enfin toutes les communes de l'Allemagne à faire des démarches semblables.

— Mad. de Rothschild la mère, est morte à Francfort, le 7 mai, à l'âge de 99 ans.

— L'appel des soldats en congé, ordonné par le ministre de la guerre, pour mettre l'armée bavaroise sur le pied de guerre, vient d'être retiré par suite d'une résolution du conseil des ministres.

Le roi de Hanovre a été obligé de quitter la capitale et de se rendre au château de Herenhausen. La ville est en état de siège.

— La diète de Debreczin a révoqué la déchéance prononcée contre l'empereur d'Autriche.

— Le Lloyd autrichien assure que l'empereur a pris la résolution de se mettre à la tête de l'armée comme commandant en chef.

— On mande de Waldomie (Gallicie), que les Hongrois ont pénétré dans la Gallicie. Ils se dirigent probablement vers Biala par Ziwiec, pour couper les communications entre Vienne et la Gallicie.

— L'armée principale de la Hongrie, forte de 70,000 hommes, est près de Vaika, sous les ordres de Dembinski; 30,000 Hongrois sont retranchés près de Kopolna, et 15,000 près de Debreczin; 15,000 près de Jimfikirchen; 30,000 près de Muhlenbach, dans la Transylvanie. Bem est près de Kosuth, aux environs.

Les magyars arrivent en masse de Debreczin, et ils ont reçu de la Gallicie et de la Transylvanie beaucoup d'hommes et de chevaux. Le petit corps du ban Jellachich a été anéanti par les magyars. Le feld-maréchal Welden est blessé à la tête. Des fièvres règnent parmi les Autrichiens.

— On écrit de Vienne, le 5 mai :

« On a reçu, hier, la nouvelle certaine qu'un combat avait eu lieu près de St-Jered, à 3 lieues de Presbourg. Les Hongrois ont remporté la victoire. Ils ont traversé le fleuve, et la ville de St-Jered est tombée en leur pouvoir. La consternation est grande à Presbourg. On pense que les Autrichiens ne pourront s'y maintenir. »

— Des troubles ont éclaté à Elberfeld; des barricades ont été élevées; le sang a coulé.

On nous mande de Carlsruhe, le 9, que le bulletin des lois de ce jour publiait la promulgation de la Constitution de l'empire allemand.

Les conférences relatives à la question de l'empire d'Allemagne, viennent de s'ouvrir. Le Hanovre et l'Autriche y prennent part.

Dans la province rhénane, la lutte continue entre la landwehr et les troupes et menace de prendre un caractère de plus en plus grave.

Le bruit a couru que le vicair général de l'empire avait résolu de se démettre de ses fonctions.

La lutte continuait encore à Dresde dans la matinée du 9, cependant on croyait que l'insurrection serait étouffée le soir même.

— On mande de Cracovie, le 6 mai, que la veille, l'avant-garde d'un corps russe de 17,000 hommes était arrivé dans cette ville.

Le 6 ces troupes sont parties; elles entrèrent en Gallicie par Podgorze.

— Le 9 mai le roi de Prusse a reçu en audience particulière M. de Ludre, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française.

— On écrit de Brunswick, le 7 mai, que le duc re-

venait de Blankenbourg, qu'il avait désavoué toutes les démarches de son ministère, et que celui-ci allait donner sa démission; ce qui fait craindre des journées sanglantes.

— Les fils du prince Windisgraetz ont quitté l'armée autrichienne et sont allés prendre du service en Russie.

— Une chose digne de remarque, c'est que toutes les capitales de l'Allemagne sont veuves de leurs rois: ceux de Wurtemberg, de Bavière, de Saxe, de Hanovre, ont forcément quitté leurs palais, et celui de Prusse habite Charlottenbourg, et l'empereur d'Autriche Ollmütz.

— Le *Fremdenblatt* dément formellement la nouvelle rapportée par le *Lloyd*, et suivant laquelle le général Bem se serait emparé de Temeswar.

— On écrit de Vienne, le 5 mai :

« Notre capitale a été agréablement surprise par l'arrivée inattendue de S. M. l'empereur à Schœnbrunn. On apprend que le séjour de S. M. à ce château ne sera que de courte durée, S. M. continuant sa route dans la direction de l'Est. »

« Le *Wanderer* ajoute que l'empereur de Russie est également attendu à Schœnbrunn et qu'immédiatement après son arrivée, les deux majestés se rendront au quartier-général des troupes, qu'une proclamation sera adressée aux insurgés, les sommant de se soumettre, faute de quoi l'attaque commencera avec les forces combinées des deux Etats. »

— Le général russe de Berg est parti aujourd'hui pour Presbourg avec le prince Schwarzenberg, président du Conseil, pour avoir une entrevue avec le général en chef Welden.

Le corps auxiliaire russe entrera en Hongrie sur deux colonnes. La première, forte de 45,000 hommes, occupera la contrée depuis Tyrnau jusqu'à la rive gauche du Danube et formera l'aile droite de l'armée sur cette rive. L'autre colonne, forte de 40,000 hommes, entrera par Tarnspel.

— On écrit d'Elberfeld, le 8 mai, à la *Gazette de Dusseldorf* :

« La police ayant arraché des affiches contenant un appel au peuple pour l'engager à soutenir la landwehr dans son refus de se réunir, de même qu'une proclamation de la landwehr contre le roi et les ministres, le peuple l'attaqua et le contraignit de les afficher de nouveau. »

« Vers le soir, alors que la foule devenait de plus en plus nombreuse, le bruit se répandit que des troupes étaient en route pour Elberfeld, et la landwehr s'étant armée obligea le premier bourgmestre à la suivre à la station du chemin de fer pour engager les troupes à retourner sur leurs pas. »

« M. de Tarnap s'enfuit au Casino, que le peuple se mit alors à démolir. »

« La force armée parut pendant que la landwehr se rendait à la station pour mettre obstacle à l'entrée des troupes, et elle produisit une telle confusion parmi le peuple, en frappant tout ce qui se trouvait sur son passage, qu'on emporta un grand nombre de blessés. »

« On se rassembla cependant de nouveau, et l'on se rendit à l'Hôtel-de-Ville, que la garde bourgeoise en arme se préparait à défendre. Il s'y trouve beaucoup de munitions; la foule en demanda, mais elles lui furent refusées; elle tenta de pénétrer à l'intérieur et échoua. Une grêle de pierres vint alors briser plusieurs vitres. »

« Aujourd'hui, à 8 heures du matin, la landwehr est complètement armée sur l'Engeluberg, où elle attend l'arrivée des troupes. »

« Beaucoup de prolétaires se sont réunis à elle, ainsi que de la landwehr d'autres endroits. La garde bourgeoise est active également, mais elle ne s'opposera pas à la landwehr et s'occupera de contenir le peuple. Si la troupe arrive et combat la landwehr, ô malheur ! »

« Il faut qu'il soit en grand nombre, sinon il ne servirait à rien. Je termine, car on commence à se rassembler de nouveau. »

Etude de Me GUILLOT, huissier, place des Cordeliers, 1.

VENTE JUDICIAIRE.

Le mercredi, 16 mai, 1849 à 10 heures du matin, sur la place Sathonay, à Lyon, il sera procédé à la vente aux enchères et au comptant, d'objets saisis, consistant en banques, glace, banquettes, chaises, montre vitrée, boîtes, souliers, placards vitrés, rayonnages, diverses peaux, poêle, horloge, outils de cordonnier, etc., etc.

A. MEINEL, gerant.

CHANOINE, imprimeur, à Lyon, 18, place de la Charité.